



Avant d'aborder le comité technique, personne ne peut ignorer que dans cette période d'austérité les peuples grecs, portugais comme les français sont particulièrement frappés par la crise.

Partout en Europe, les mêmes logiques sont imposées de façon coordonnée. Les chefs d'États et de gouvernements ont décidé de passer un cran supérieur pour aggraver et généraliser l'austérité. Ils s'apprêtent à signer un nouveau traité élaboré à quelques uns en dehors de toute procédure et consultation démocratique.

Ce traité imposerait un carcan budgétaire et économique à des pays déjà durement touchés par le chômage et la récession. L'austérité s'imposerait à tous, réduisant ainsi les capacités de négociation et d'intervention des organisations syndicales. Ce traité est contraire à l'Europe sociale à laquelle nous aspirons, il ne ferait qu'alimenter les rejets des solidarités, les replis nationaux, la montée des forces nationalistes et d'extrême droite.

Quant au mécanisme européen de stabilité (MES) qui lui est lié, celui-ci a été soumis et adopté par le parlement français le 21 février. Il conditionne toute aide du MES à la mise en oeuvre des choix de réduction des dépenses publiques et sociales.

C'est pourquoi, la Confédération européenne des syndicats (CES) a appelé, le 29 février 2012, à une journée européenne de mobilisation et nous avons participé aux manifestations. Avec leurs syndicats, les salariés européens se mobilisent partout en Europe pour que le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques. En France, une très grande majorité de la population paie déjà lourdement les frais des politiques gouvernementales et patronales.

Les mesures d'austérité prennent plusieurs formes :

- baisse du pouvoir d'achat et de la croissance ;
- gel des salaires pour les fonctionnaires ;
- insécurité sociale généralisée avec l'augmentation du chômage et la remise en cause des garanties collectives ;
- suppression de milliers d'emplois dans la fonction publique ;
- dégradation des conditions de travail ;
- chantage à l'emploi contre les salaires et la durée du travail, remettant en cause le contrat de travail des salariés avec le projet de loi dite de « compétitivité » ;
- augmentation de la TVA (appelée « TVA Sociale »).

C'est bien d'une toute autre politique économique et sociale dont ont besoin les peuples en France, en Europe et dans le monde.

Saignés à blanc et refusant de remettre en cause le diktat de la TROIKA (Union Européenne, Banque Centrale Européenne et Fonds Monétaire International), les États européens s'infligent des plans d'austérité d'une violence sociale inégalée. Victimes des stratégies capitaliste et médiatique, les dépenses et services publics sont présentés comme une charge budgétaire qu'il faut réduire. Le rôle de l'Etat est limité à une simple pompe à fric, juste bonne à alimenter le CAC40. Les lois sociales sont jugées comme des entraves au fonctionnement du libéralisme.

Ainsi, des pans entiers de missions publiques sont livrés au privé. Pour ne citer que quelques exemples, la santé, le logement, l'éducation deviennent de vulgaires marchandises auxquelles une part grandissante de la population a de moins en moins accès.

En France, dans toute la Fonction publique, les emplois sont détruits au rythme annuel de plusieurs dizaines de milliers. En Grèce, le septième mémorandum adopté par le Parlement prévoit 15 000 licenciements dans les administrations.

De plus, tandis que sur le territoire hexagonal, le gel de la valeur du point d'indice est reconduit pour la deuxième année consécutive, les plans de rigueur instaurés en Europe aboutissent à des pertes sèches de rémunération pour les fonctionnaires, allant jusqu'à 50% comme en 2010 en Lettonie !

Casse de l'emploi public, remise en cause des garanties statutaires, attaques sur les salaires, privatisations, flexibilité et démantèlement des garanties collectives, de Londres à Athènes en passant par Madrid, aucune capitale européenne n'est épargnée.

Austérité : la DGFIP en pleine zone de tir !

Présentée comme une réforme modèle de la RGPP, la création de la DGFIP obéit aux mêmes mécanismes que ceux des plans d'austérité. Personne n'est dupe !

La participation de près d'un agent sur trois aux actions de grève du 2 février illustre bien la détermination d'en finir avec le cycle régressif des mesures engagées depuis la fusion.

S'agissant notamment de l'emploi, des rémunérations indiciaires ou de la défense du statut, c'est bien parce que la satisfaction des revendications passe par un changement radical de politique et une mise en échec des plans d'austérité.

A la DGFIP, le contexte rendu est rendu explosif par le blocage de la Direction Générale concernant l'ouverture de négociations sur les points contenus dans la plate-forme unitaire.

C'est bien d'une toute autre politique économique et sociale dont ont besoin les peuples en France, en Europe et dans le monde. Pour la CGT, des alternatives à l'austérité existent. Mettre « la finance » au service de la satisfaction des besoins sociaux, c'est possible ! A quelques mois des élections présidentielles et législatives, imposons le mouvement social dans le débat public !

Pour la CGT, des alternatives à l'austérité existent. Mettre « la finance » au service de la satisfaction des besoins sociaux, c'est possible ! Il faut pour cela :

- désarmer et encadrer les marchés financiers,
- recentrer l'activité des banques sur le financement de l'économie et non plus sur la spéculation,
- créer un pôle financier public,
- faire jouer un rôle plus actif et plus sélectif à la banque centrale,
- réformer profondément la fiscalité afin de faire contribuer chacun à hauteur de ses moyens, et bien sûr renforcer les droits des salariés et les capacités d'intervention des citoyens.**

En conséquence la CGT Finances Publiques Finistère s'inscrit dans la nouvelle action que l'intersyndicale a décidé pour le 27 mars prochain.